IDÉES-FORCES

Le piège du revenu intermédiaire

Les pays à revenu intermédiaire, qui comptent actuellement 6 milliards d'habitants, sont engagés dans une course contre la montre.

Depuis les années 1990, un grand nombre de ces pays affichent des résultats qui sont suffisamment bons pour leur éviter de tomber dans la catégorie des pays à faible revenu et leur permettre d'éliminer l'extrême pauvreté, et donnent ainsi l'impression générale que les trois dernières décennies ont été propices au développement. Les attentes, fondées sur une période durant laquelle plus des deux tiers de la population de la planète avaient moins d'un dollar par jour pour vivre, sont toutefois demeurées extrêmement limitées.

Aujourd'hui, 108 pays figurent dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Beaucoup d'entre eux ont pour objectif de rentrer dans celles des pays à revenu élevé au cours des 20 ou 30 prochaines années. Le bilan des efforts déployés à ce jour dans ce but est toutefois bien sombre. Depuis les années 1990, seulement 34 pays à revenu intermédiaire — qui ont moins de 250 millions d'habitants, soit l'équivalent de la population du Pakistan — y sont parvenus. Qui plus est, le revenu médian par habitant des pays à revenu intermédiaire n'a jamais, depuis 1970, dépassé un niveau supérieur au dixième du revenu médian des États-Unis.

Pour échapper au « piège du revenu intermédiaire », les pays doivent opérer *deux* transitions

Avec l'augmentation de la dette et le vieillissement des populations dans leur propre pays, le protectionnisme croissant dans les économies avancées, et les pressions croissantes pour accélérer la transition énergétique, les pays à revenu intermédiaire

d'aujourd'hui se heurtent à des difficultés de plus en plus fortes. *Le Rapport sur le développement dans le monde 2024* décrit les trajectoires que peuvent suivre ces pays pour éviter le piège du revenu intermédiaire, qui nécessitent, non pas une, mais deux transitions :

- La première transition consiste à passer d'une stratégie « 1*i* », qui a pour objet d'accélérer *l'investissement,* à une stratégie « 2*i* » qui privilégie à la fois *l'investissement* et *l'infusion,* c'est-à-dire l'importation de technologies de l'étranger et leur diffusion sur le territoire national.
- Une fois que cette première transition a été effectuée, il devient possible d'adopter une stratégie « 3*i* » qui associe l'*innovation* à l'*investissement* et à l'*infusion.*

Les pays doivent suivre des stratégies de croissance différentes aux différents stades de leur développement

Les pays doivent adopter une série de mesures séquentielles et de plus en plus complexes, qui dépendent de la situation particulière dans laquelle ils se trouvent et le stade de développement qu'ils ont atteint (voir le tableau 1) :

- Les pays à faible revenu peuvent uniquement appliquer des mesures conçues dans le but d'accroître l'*investissement* — c'est-à-dire suivre l'approche 1*i*.
- Lorsqu'ils rentrent dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, il leur faut mener une action plus ambitieuse et élargir l'envergure de leurs trains de mesures pour suivre la stratégie 2*i* d'*investissement* + *infusion*.
- Lorsqu'ils atteignent la tranche supérieure de cette catégorie, ils doivent de nouveau accroître la complexité de leurs politiques pour adopter la stratégie 3*i d'investissement* + *infusion* + *innovation*.

Les transitions entre les stratégies de croissance ne sont pas automatiques

Les pays à revenu intermédiaire devront progressivement accroître la liberté économique, promouvoir des débats toujours plus ouverts et avisés, et — encore plus souvent — avoir le courage politique de transformer des institutions opposées au changement et des dispositions appliquées de longue date.

Les quelques pays qui sont rapidement parvenus à passer de la catégorie des pays à revenu intermédiaire à celle des pays à revenu élevé ont encouragé l'entreprise en imposant une certaine discipline aux puissants acteurs établis, en développant les compétences grâce à la reconnaissance du mérite et en tirant parti des crises pour modifier les politiques publiques et les institutions qui ne permettaient plus d'atteindre les objectifs qu'elles étaient censées promouvoir. Les pays qui font

Tableau 1 **Stratégie 3*i* : Mesures que doivent prendre les pays aux différents stades de leur développement**

	PAYS À FAIBLE REVENU 1*i* : Investissement	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE 2*i* : Investissement + Infusion	PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE, TRANCHE SUPÉRIEURE 3*i* : Investissement + Infusion + Innovation
Entreprise	• Améliorer le climat de l'investissement pour accroître les investissements intérieurs et étrangers.	• Imposer une discipline aux chefs de file du marché en menant une politique d'intégration dans des marchés mondiaux contestables. • Diffuser les technologies mondiales grâce à des marchés des produits et facteurs fluides. • Récompenser les entreprises générant une valeur ajoutée afin de stimuler le dynamisme des sociétés.	• Assurer l'expansion des circuits financiers et accroître les financements par l'émission d'actions et de prises de participation. • Renforcer la réglementation antitrust et les autorités de la concurrence. • Protéger les droits de la propriété intellectuelle.
Compétences	• Investir dans le capital humain en élargissant la gamme des compétences fondamentales et en améliorant les acquis de l'apprentissage.	• Imposer une discipline aux élites en offrant les mêmes possibilités aux femmes, aux minorités et aux groupes défavorisés. • Améliorer l'affectation des personnes aux tâches pour lesquelles elles ont les compétences requises. • Développer les liens entre les universités locales et les grandes universités à l'échelle mondiale. • Autoriser l'émigration des travailleurs éduqués dont les compétences ne sont pas prisées sur les marchés intérieurs.	• Renforcer les liens entre le secteur des entreprises et les milieux universitaires dans le pays. • Développer les programmes visant à établir des liens avec les membres de la diaspora établis dans des pays avancés. • Accroître les libertés économiques et politiques.
Énergie	• Accroître les investissements consacrés à l'élargissement de l'accès à l'électricité et au développement des réseaux. • Procéder à la réforme des cadres réglementaires pour attirer des investissements privés et assurer une concurrence équitable.	• Imposer une discipline aux entreprises publiques en durcissant les contraintes budgétaires. • Recourir à des coalitions internationales pour encourager les pays avancés à réduire la protection qu'ils accordent aux acteurs intérieurs établis. • Faciliter l'adoption de pratiques privilégiant l'efficacité énergétique. • Accroître l'efficacité économique en répercutant les coûts environnementaux sur les prix de l'énergie.	• Abaisser le coût du capital pour la production d'énergie à faible intensité de carbone en réduisant les risques liés aux technologies, aux marchés et aux politiques publiques. • Accroître les financements multilatéraux des investissements à très long terme.

Source : Équipe du Rapport sur le développement dans le monde 2024.

actuellement partie de la catégorie des pays à revenu intermédiaire devront agir de même :

- *Imposer une discipline aux acteurs établis*. Les acteurs établis — grandes sociétés, entreprises publiques et citoyens puissants — peuvent ajouter une valeur considérable, mais ils peuvent aussi réduire cette dernière. Les pouvoirs publics doivent concevoir des mécanismes permettant d'imposer une discipline à ces acteurs en mettant en place des régimes de concurrence qui encouragent l'entrée de nouveaux acteurs sans toutefois trop favoriser les petites et moyennes entreprises ni dénigrer les grandes sociétés.
- *Récompenser les activités qui le méritent*. Les pays à revenu intermédiaire ont moins de compétences spécialisées que les pays avancés et utilisent de surcroît celles dont ils disposent de manière moins efficiente. Il leur faut donc devenir plus aptes à se doter de compétences spécialisées et à affecter ces dernières.
- *Tirer parti des crises*. La disponibilité d'énergie fiable et bon marché est l'un des facteurs essentiels à un développement économique rapide ; il importe toutefois à présent de prêter une plus grande attention à l'efficacité énergétique et à l'intensité des émissions pour pouvoir prospérer tout en veillant à ce que la planète demeure habitable. Les exigences créées par des situations telles que la montée du populisme et le changement climatique offrent des possibilités de démanteler des systèmes obsolètes pour en établir de nouveaux. Les crises provoquent des souffrances, mais elles peuvent, dans les démocraties, contribuer à forger les consensus nécessaires à l'adoption de réformes difficiles.

SKU 33706